**Union Générale des Etudiants Burkinabè (UGEB)**

**Association Nationale des Etudiants Burkinabè (ANEB)**

**Section de Bobo-Dioulasso**

**Corporation de l’Ecole Supérieure d’Informatique**

 *Bobo-Dioulasso, le 12 mars 2013*

 A

 **Monsieur le Président de l’Université Polytechnique**

 **de Bobo-Dioulasso**

**Objet : Lettre ouverte à propos de l’évolution de la situation**

 **académique et sociale à l’Ecole Supérieure d’Informatique (ESI)**

**Monsieur le Président,**

Cela fait plus de trois mois que la corporation ANEB de l’ESI au nom des étudiants de cette école a engagé des démarches avec la direction autour des problèmes qu’ils rencontrent depuis la rentrée académique 2012-2013.

Comme dans les autres instituts de l’université, les étudiants de l’ESI rencontrent d’énormes difficultés au plan académique et au plan des conditions de vie. La direction de l’ESI ne prête aucune attention sérieuse à ces problèmes, comme vous en êtes d’ailleurs témoins!

1. **Quels sont les problèmes ?**

L’ESI est une des plus vieilles écoles de l’université, avec un accès des plus sélectifs, au motif d’un test d’entrée. Malgré cela, elle ne dispose pas d’infrastructures, d’équipement et de matériels didactiques pour les activités académiques. Entre autre, elle manque des salles de cours, des ordinateurs, une connexion internet correcte et accessible aux étudiants.

Sans accorder aucun intérêt à ces difficultés que les étudiants surmontent au prix d’énormes sacrifices, la direction de l’Ecole adopte des mesures académiques destinées à les brimer. En effet, elle refuse les modalités d’évaluation du système LMD appliquées dans les autres instituts au motif que les responsables de ces instituts « *veulent éviter des problèmes* ». Pareillement les stages qui sont un appui académique dans le contexte de manque d’équipement de l’ESI, sont abandonnés à la seule responsabilité des étudiants (facultatif en 2ème année et recherche par l’étudiant d’un lieu de stage). Enfin dans la même logique de brimade des étudiants, à l’exception de tous les autres instituts de l’université, la même direction a sanctionné des étudiants pour fait de grève par des zéros collectifs. Il faut préciser que les enseignants qui ont portés ces zéros sont le directeur de l’ESI et son adjoint qui de façon délibérée ont fait faire ces devoirs par 00 étudiant sur 38. Le motif avancé est que, quand eux ils vont en grève on leur « coupe » leurs salaires.

L’ensemble de ces décisions s’inscrit dans une ambiance agressive, de mépris, de manque de courtoisie et de respect, de la direction de l’Ecole, de façon particulière du directeur et de son adjoint.

1. **La gestion des problèmes par les autorités universitaires**

**La direction de l’ESI**

Le 18 décembre 2012 et le 21 janvier 2013, à la demande de la corporation, des discussions ont lieu entre elle et la direction sur les zéros collectifs suite à la journée de grève du 09 novembre 2012 et sur le manque de salle et l’initialisation à zéro des notes de tous les éléments constitutifs d’une unité d’enseignement (ECUE) non validée pour tout étudiant. Lors de ces rencontres, la direction a estimé :

* Pour les zéros collectifs, qu’« *il faut assumer les conséquences des grèves ».* Nous pensons qu’il s’agit d’une manœuvre pour enfreindre aux libertés d’organisation et de manifestations des étudiants. Car en 2010-2011, elle a attribué des zéros collectifs pour procéder à des exclusions d’étudiant de l’ESI.
* Pour le manque de salles, qu’*«  il ne relève pas de son ressort de chercher une salle pour les étudiants et que la prochaine fois elle ne le fera plus »,*
* Concernant les ECUE, que *« si les autres directions ne font pas la même lecture qu'elle, c’est juste pour éviter des problèmes*».

Suite au dépôt de la Plate-forme revendicative des étudiants le 13 février 2013 sur son initiative, ses réponses sont restées les mêmes lors d’une deuxième rencontre tenue le 20 février 2013.

**La Présidence de l’université**

La présidence a rencontré la corporation le 25 février 2013 autour des mêmes préoccupations. La direction de l’ESI n’a pas daigné participer à cette rencontre. Tout en reconnaissant la pertinence des revendications, lors de cette rencontre, les étudiants sont restés sur leur faim, tant vous n’avez avancé aucune solution réelle.

1. **Notre interpellation**

Monsieur le Président,

En prenant à témoin, votre hiérarchie, votre administration et tous ceux que vous avez réunis il y a quelques mois pour écrire le plan de développement de l’université qui est précieuse, nous voudrions vous demander de bien vouloir exprimer **à Monsieur le Directeur de l’ESI et à son adjoint** que:

Les étudiants ne sont pas à l’université pour chercher des problèmes, bien au contraire que toute leur lutte est d’en faire un espace de science et de droit. C’est parce qu’ils assument leur responsabilité qu’ils veulent une ESI équipée, fonctionnelle et que ceux qui en sont chargés et qui sont payés pour le faire assument leur responsabilités. Car où est la responsabilité quand la direction de l'ESI ne peut pas et surtout ne se sent pas en devoir de trouver des salles, des ordinateurs, quand elle ne peut assurer une connexion internet à ses étudiants ?

Les étudiants n’avancent pas les revendications pour le plaisir, ni contre quelqu’un, comme souvent les choses sont présentées, d’autant plus que vous-même en reconnaissez la pertinence.

Les actes de la direction de l’ESI, comme les interpellations personnelles des étudiants par le directeur, ou les propos du directeur adjoint de l’ESI dans la cour, du genre « *chanter mon nom avant que je n’entre dans mon bureau* » sont de la provocation, n’ont pas leur place dans les rapports académiques et qu’ils en assumeront seuls les conséquences.

Les étudiants perçoivent très clairement le complot qui consiste à provoquer et à laisser pourrir les situations, (perte de temps, dégradation des rapports sur le campus, etc.), pour la satisfaction de certaines personnes cachées derrière l’autorité, qui ne sont jamais interpellées, même souvent présentées en victimes d’étudiants, et promues.

Enfin, convaincu de la légitimité de leurs revendications, les étudiants sont mobilisés et le resteront pour la résolution de leur plate-forme, soumise le 13 février 2013 à la direction de l’ESI :

1. la reprogrammation des évaluations des sessions de rattrapages du 09 novembre 2012 ;
2. l’application juste et correcte des textes portant modalités d’évaluation dans le système LMD ;
3. le respect strict des libertés d’organisation et de manifestation ;
4. la réinstauration du stage obligatoire dans le programme de la deuxième année et la recherche de stage par l’administration pour tout étudiant en situation de stage obligatoire ;
5. l’augmentation significative des infrastructures d’accueil et leur équipement en matériels didactiques ;
6. l’établissement d’une bonne connexion internet accessible ;

**Monsieur le Président**,

En plus d’ignorer les revendications des étudiants, la direction de l’ESI se livre à des actes de provocation lors des manifestations d’étudiants. Ces comportements et le constant désintéressement des problèmes posés ne feront pas fléchir les étudiants qui sont déterminés à faire aboutir leurs revendications.

Nous restons ouverts au dialogue pour la résolution entière de notre plate-forme revendicative.

Nous prenons à témoin les autorités du système éducatif et l’opinion publique, de cette situation ; tout en espérant que vous allez inscrire en bonne place ces préoccupations dans vos décisions.

Par cette lettre, nous mettons en garde la direction de l’ESI et attirons votre attention Monsieur le Président quant à la responsabilité de chacun dans la dégradation du climat social à l’ESI en cours et à l’université de façon générale.

 **La Corporation**

 **Le Délègue Général**

**Ampliation OUEDRAOGO Boureima**

* Gouverneur de la Région des Hauts-Bassins
* MESS
* CE/ANEB-Bobo
* CE/UGEB
* CCVC Bobo-Dioulasso
* Diffusion générale